

Commune de
CHASPUZAC (43)

Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme

1

RAPPORT DE PRESENTATION



PLU

Approbation le : 07/10/24

Révisions et modifications :

- Modification n°1 approuvée par délibération le ...
- ...

Référence : 52516

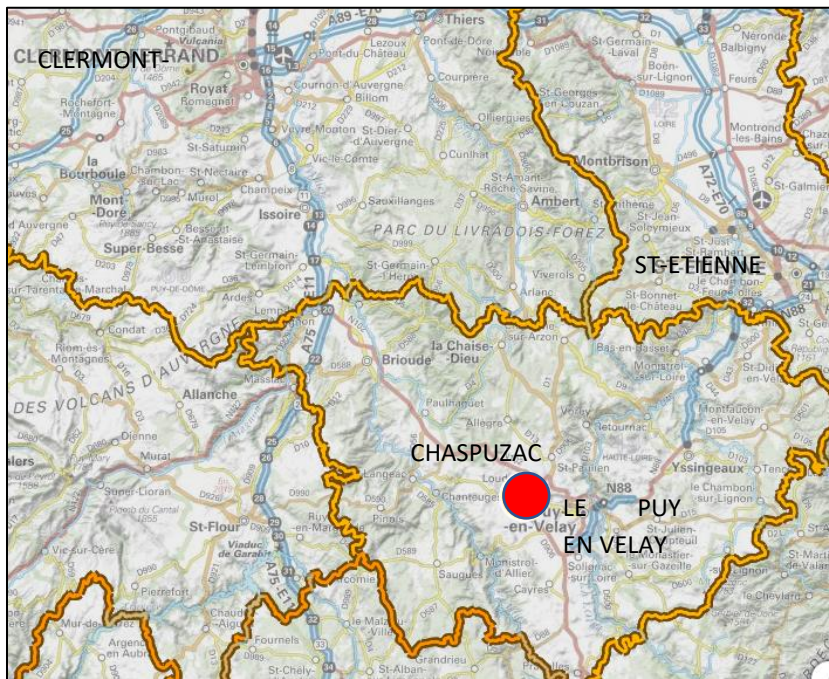
SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Rappel du contexte communal.....	3
Les objectifs de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d’Urbanisme	4
Document d’urbanisme en vigueur.....	4
Les objets de la modification simplifiée	4
La procédure de modification simplifiée.....	4
Rappels des règles qui s’imposent à la commune.....	6
Les règles générales de l’urbanisme	6
La Loi Montagne	6
Les documents supra-communaux	6
La modification du règlement	9
Evolution des superficies.....	11
Le respect des orientations du PADD	12
Rappel du PADD du PLU	12
Un projet qui ne porte pas atteinte aux orientations du PADD du PLU	12
Pré-évaluation environnementale.....	13
Présentation du projet	13
Analyse des incidences sur les sites NATURA 2000.....	13
Analyse des incidences sur les zones humides.....	14
Analyse des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité	15
Analyse des incidences sur l’air, l’énergie et le climat	19
Analyse des incidences sur le paysage et le patrimoine bâti	19
Analyse des incidences sur les risques et les nuisances.....	20
Analyse des incidences sur la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers.....	21
Analyse des incidences sur les équipements	22
L’absence d’incidence notable sur l’environnement	24
Conclusion.....	25
Annexe	26
Arrêté du Maire de lancement de la modification simplifiée n°1 du PLU	26

RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

La commune de Chaspuzac se situe au centre du département de la Haute-Loire, sur le plateau volcanique du Velay, à 10 km environs du Puy-en-Velay. Elle est limitrophe des communes de Loudes, Saint-Vidal, Sanssac-l'Eglise, Vergezac et Saint-Jean-de-Nay.

D'une superficie d'environ 977 hectares, elle compte 849 habitants en 2022.



La commune développe plusieurs vocations économiques : agricole, commerciale et industrielle.

LES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme de Chaspuzac a été approuvé le 7 Octobre 2024. Depuis son approbation, il n'a fait l'objet d'aucune procédure d'évolution.

LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Le Conseil Municipal de Chaspuzac a engagé une procédure de modification simplifiée par arrêté du Maire en vue de modifier le règlement.

La procédure porte sur la modification des règles au sein de la zone Us, relatives à l'implantation des constructions.

LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

Cette modification simplifiée est lancée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et 47 du Code de l'Urbanisme :

« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

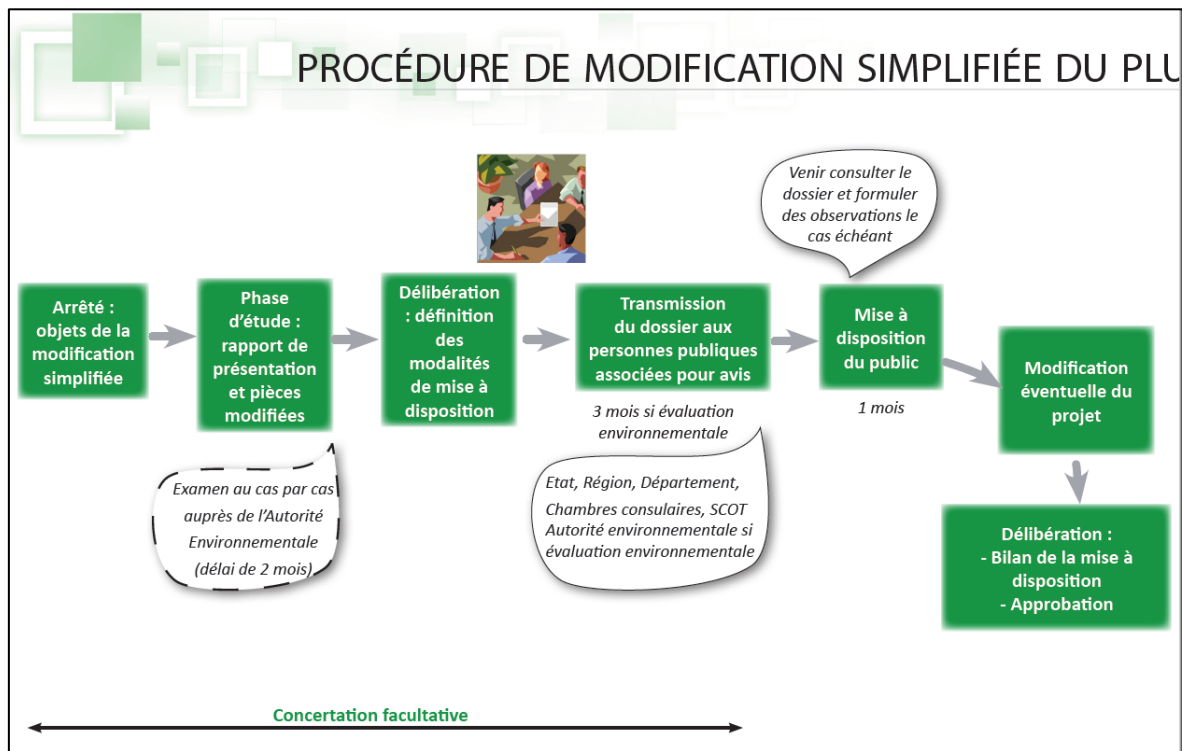
Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »

Une délibération et un arrêté du Maire ont défini les objets de la présente modification simplifiée. Ils sont joints en annexe du présent rapport.

Le dossier de modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées (PPA) qui pourront formuler leur avis. Le dossier sera ensuite mis à disposition du public, pour laquelle une délibération du Conseil Municipal en définira les modalités. Les avis des PPA reçus seront joints au dossier de mise à disposition du public.

Le projet de modification simplifiée pourra, à l'issue de cette mise à disposition, être modifié pour tenir compte des avis des PPA et des remarques/observations des habitants.

Enfin, la modification simplifiée sera approuvée en Conseil Municipal.



RAPPELS DES RÈGLES QUI S'IMPOSENT À LA COMMUNE

LES REGLES GENERALES DE L'URBANISME

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme prévoit que les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culture;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

LA LOI MONTAGNE

La commune de Chaspuzac se situe en Loi MONTAGNE.

LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

La commune de Chaspuzac est concernée par les documents supra-communaux suivants :

LE SCOT DU PAYS DU VELAY

Le Pays du Velay a été créé en 2003 sous forme associative puis transformé en 2012 en Syndicat mixte pour porter le SCOT approuvé le 3 septembre 2018. Il vise à établir « un projet stratégique d'aménagement et de développement à l'échelle du Pays pour les 15 ou 20 prochaines années », à l'horizon 2030.

Le Pays du Velay est constitué de 3 EPCI et 114 communes. La superficie de référence est de 2 253,9 km², le territoire est habité par plus de 100 000 habitants.

LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) AUVERGNE RHONE ALPES

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. Il a été adopté lors de la séance plénière des 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'inscrit à l'horizon 2030 et porte sur 4 grands objectifs stratégiques, qui sont les suivants :

- Construire une région qui n'oublie personne,
- Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires,
- Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes,
- Innover pour réussir les transitions et mutations.

LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Le PGRI du bassin-versant Loire-Bretagne a été approuvé par arrêté du préfet coordinateur de bassin le 25 novembre 2015. Ce plan, portant sur une période de six ans, constitue le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne. Le nouveau PGRI a été signé le 15/03/2022.

La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues,
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque,
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable,
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale,
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation,
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Ces six objectifs se déclinent en quarante dispositions.

Conformément aux articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles, si nécessaire, avec les dispositions du PGRI suivantes :

- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI,
- et les orientations fondamentales et dispositions du plan.

LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 a été adopté le 3 mars 2022 par le comité de bassin qui a également émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 mars 2022 approuve le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 et arrête le programme de mesures.

LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) LOIRE AMONT, APPROUVE LE 22 DECEMBRE 2017

Le SAGE est un outil de réglementation et de planification de la politique de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection

quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides. La finalité du SAGE est de concilier, dans une gestion équilibrée, l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques.

Le SAGE se compose d'un plan d'aménagement et de gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques et d'un règlement fixant les règles générales permettant d'atteindre les objectifs fixés par le plan.

LE PROGRAMME LOCAL D'HABITAT (PLH) 2019-2025 DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

Instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) définit les objectifs de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay en matière de politique du logement pour répondre aux besoins identifiés sur ses 73 communes membres. C'est le principal outil de définition d'une politique de l'habitat sur un territoire intercommunal.

Elaboré depuis l'été 2017, le PLH 2019-2025 a été adopté définitivement le 27 juin 2019 par délibération du conseil communautaire.

LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Les évolutions apportées au règlement du PLU visent uniquement une adaptation des règles liées à l'implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique. Elles ne concourent pas à une évolution des possibilités de construction.

Il s'agit de faire évoluer les règles d'implantation du bâti, en cohérence avec l'organisation viaire du secteur. En effet, l'application de ces règles au niveau du foncier localisé à l'intersection formée par les rues de l'Aviation, du Vol à Voile, des Ailes Volantes et de l'Aérodrome, rend quasiment impossible les nouvelles constructions. Ces dernières pouvant être concernées par 2 rues.



Secteur concerné par la procédure – google.com/maps // plan de zonage PLU

Ainsi les dispositions existantes sont conservées pour la rue de l'Aviation, unique rue présentant un front bâti à l'alignement.

Les dispositions concernant les 3 autres rues (considérées comme des « autres voies ») évoluent et offrent désormais la possibilité d'une implantation en retrait en plus de celle à l'alignement. Afin de garantir une cohérence bâtie d'ensemble, la valeur du recul existant (5 m) est conservée.

Zone Us	
Article Us 2.1 - Volumétrie et implantation des constructions	
Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique	
Avant modification simplifiée	Après modification simplifiée
Sont compris dans le calcul du retrait, les débords de toiture dès lors que leur profondeur dépasse 0,40 m.	Sont compris dans le calcul du retrait, les débords de toiture dès lors que leur profondeur dépasse 0,40 m.
Sauf indication contraire portée sur le règlement graphique :	Sauf indication contraire portée sur le règlement graphique :
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rues de l'Aviation, du Vol à Voile, des Ailes Volantes, de l'Aérodrome, les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies et emprises publiques existantes à modifier ou à créer. Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur des voies. ▪ Les constructions doivent être implantées à 25,00 m minimum de l'axe de la RN102 classée route à grande circulation. ▪ Le long des autres voies, les constructions doivent être implantées par rapport à l'alignement avec un retrait minimum de 5,00 m. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rues de l'Aviation, les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies et emprises publiques existantes à modifier ou à créer. Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur des voies. ▪ Les constructions doivent être implantées à 25,00 m minimum de l'axe de la RN102 classée route à grande circulation. ▪ Le long des autres voies, les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum de 5,00 m par rapport à l'alignement.
...	...

EVOLUTION DES SUPERFICIES

La modification simplifiée n°1 n'entraîne **aucune modification de zonage** et ne modifie pas les superficies des zones du PLU.

Zones	Superficie PLU actuel en ha (SIG)	Zones	Superficie PLU révisé	Evolution	% de la superficie communale PLU révisé
Zones urbaines					
Ud	11,27	Ud	10,36	-0,91	
Ug	84,66	Ug	60,69	-23,97	
		Ug*	0,15	+0,15	
Ue	0,37	Ue	1,10	+0,73	
Ui	17,67	Us	17,57	-0,1	
UJ	52,75	UJ	52,75	0	
Total zones U	166,72		142,62	-24,1	14,28%
Zones à urbaniser					
AUg1	0,94	AUg	8,71	+2,72	
AUg3	2,13				
AUg4	1,25				
AUg5	1,67				
		AUj	8,17	+8,17	
AU2	5,01	AU	3,93	-1,08	
Total zones AU	11,02		20,81	+9,79	2,08%
Total zones constructibles (U+AU)	177,74		163,43	-14,31	16,36%
Zones agricoles					
A	739,18	A	731,88	-7,3	
		A*	1,83	+1,83	
		Ax	0,19	+0,19	
Total zones A	739,18		733,9	-5,28	73,48%
Zones naturelles					
N	53,98	N	78,29	+24,31	
NL	26,60	NL	19,83	-6,77	
Nh	1,25			-1,25	
		Ne	3,30	+3,30	
Total zones N	81,83		101,43	+19,6	10,16%
Total zones agricoles et naturelles	821,01		835,33	+14,32	83,64%
TOTAL	998,76		998,76		

Source : PLU – rapport de présentation

LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PADD

RAPPEL DU PADD DU PLU

Le PLU définit les orientations du PADD suivantes :

- 1- UNE COMMUNE ACTIVE
 - o Maintenir et développer l'activité agricole
 - o Développer les équipements économiques
- 2- UNE AMBITION DEMOGRAPHIQUE GARANTE D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE
 - o Offrir un projet démographique cohérent avec le statut de commune structurante
 - o Répondre aux besoins de logements en densifiant et confortant les enveloppes urbaines existantes
 - o Répondre aux besoins d'équipements
 - o Promouvoir une politique d'économie énergétique et de développement des énergies renouvelables
- 3- UN TERRITOIRE ACTEUR DANS LA PRESERVATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES
 - o Préserver les espaces naturels
 - o Préserver la trame bleue
 - o Préserver la trame verte

UN PROJET QUI NE PORTE PAS ATTEINTE AUX ORIENTATIONS DU PADD DU PLU

Le projet de modification simplifiée n°1 vise l'évolution du règlement concernant l'implantation des constructions en zone Us.

La modification simplifiée n°1 ne vient en rien bouleverser l'équilibre du PLU et les objectifs n°1, 2 et 3 du PADD de la commune. A contrario, elle s'inscrit pleinement dans le respect de l'orientation relative à l'ambition de « *Développer les équipements économiques* » ; et en particulier « *Conforter et développer la zone commerciale de l'aérodrome pour l'accueil de nouveaux services et commerces* ».

L'adaptation des règles d'implantation des constructions permettra en effet une meilleure valorisation de la zone de l'aérodrome et favorisera :

- La pérennité des activités des entreprises présentes, en termes de surfaces et de bâtiments nécessaires.
- L'accueil de nouveaux services et de nouvelles entreprises.

La modification simplifiée n°1 n'entraîne pas de consommation supplémentaire de foncier et n'a pas d'impact sur la préservation du foncier agricole ou sur la trame verte et bleue telle qu'elle a été traduite dans le PLU.

Les adaptations mineures du règlement ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD, ni du PLU et ne comportent pas de graves risques de nuisances.

PRÉ-ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisés par la personne publique responsable ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs ».

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

Cette auto-évaluation a pour objectif de démontrer l'absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

PRESENTATION DU PROJET

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Chaspuzac porte sur la reprise du règlement écrit de la zone Us concernant les règles liées à l'implantation des constructions.

Pour rappel, la révision du PLU a bénéficié d'une évaluation environnementale.

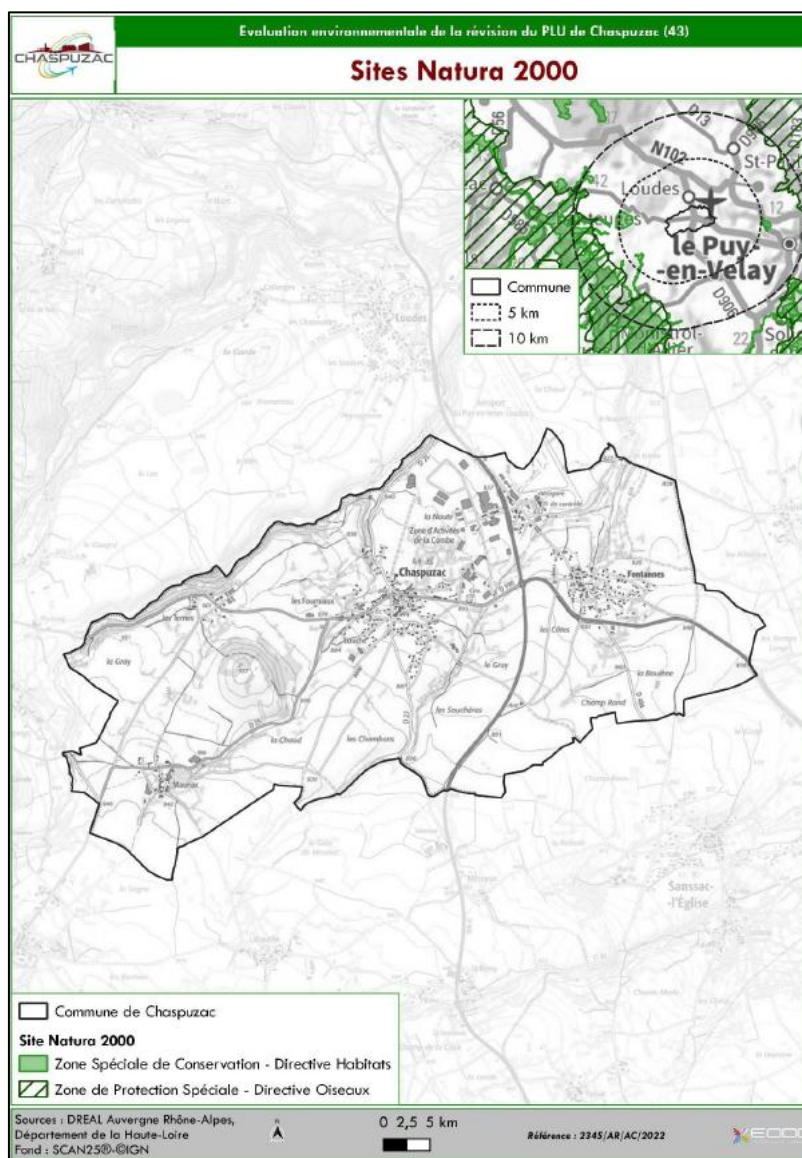
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le territoire communal de Chaspuzac. Il n'y a donc aucune incidence directe. Les sites les plus proches sont :

- le site FR8301077 du Marais de la Limagne inscrit au titre de la Directive Habitats, à environ 3,5 km à l'Ouest de la commune ;
- le site FR8301075 des Gorges de l'Allier et ses affluents inscrit au titre de la Directive Habitats, à environ 3,6 km au Sud-Ouest.

Le site des Gorges de l'Allier n'appartient pas au même bassin versant que celui la commune. Ainsi, du fait de ce critère et de la distance, le lien fonctionnel entre ces territoires est très limité. Les espèces à grand territoire identifiées sur ce site Natura 2000 peuvent occasionnellement fréquenter le territoire communal, pour la chasse. Toutefois, la préservation des espaces naturels par le PLU est plutôt favorable à cette faune. Ainsi, le projet de modification n°1 PLU de Chaspuzac n'aura pas d'effet significatif sur le site Natura 2000 des Gorges de l'Allier. Le raisonnement est le même pour le site du Marais de la Limagne.

Les autres sites se localisent à plus de 5 000 m.



Extrait évaluation environnementale PLU – EODD

La procédure de modification simplifiée du PLU n°1 n'aura pas d'incidence indirecte significative sur l'état de conservation des sites Natura 2000 les plus proches (> 3km) et ne remet pas en cause le bon maintien des populations d'espèces au sein de leurs aires de répartition.

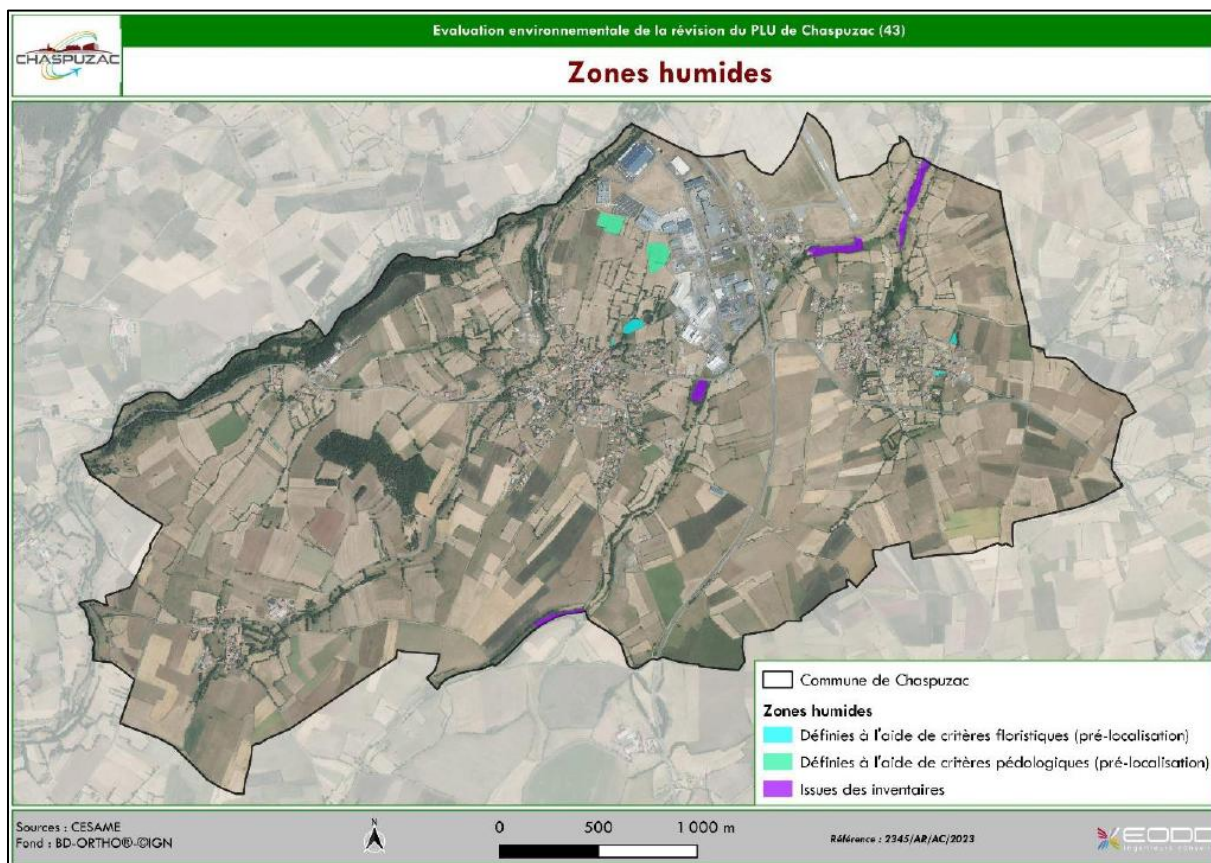
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

Lors de la révision générale du PLU, les zones humides identifiées dans le cadre de l'inventaire du SAGE Loire amont ont fait l'objet d'un zonage A pour la plupart. Seules celles au niveau de l'extension de la ZA de la Combe ont fait l'objet d'un zonage AUj.

De plus, toutes les zones humides ont été prises en compte, elles ont fait l'objet d'une prescription permettant leur protection. Les zones humides concernées sont :

- Celles identifiées dans le cadre du SAGE Loire amont.
- Les zones humides identifiées lors des prospections de terrains EODD, certaines à l'aide du critère pédologique, les autres des critères de végétation.
- Les zones humides signalées par la commune.

Il s'agit de pré-localisation et non d'une délimitation précise des zones humides au sens des arrêtés de 2008 et 2009.



Extrait évaluation environnementale PLU – EODD

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU vise à ajuster le règlement de la zone Us concernant l'implantation des constructions. La zone Us n'est pas concernée par la présence de zones humides. Les mesures de protection concernant les milieux naturels ne sont pas modifiées.

La procédure de modification simplifiée du PLU n°1 n'entraînera pas d'incidence notable sur la préservation des zones humides.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

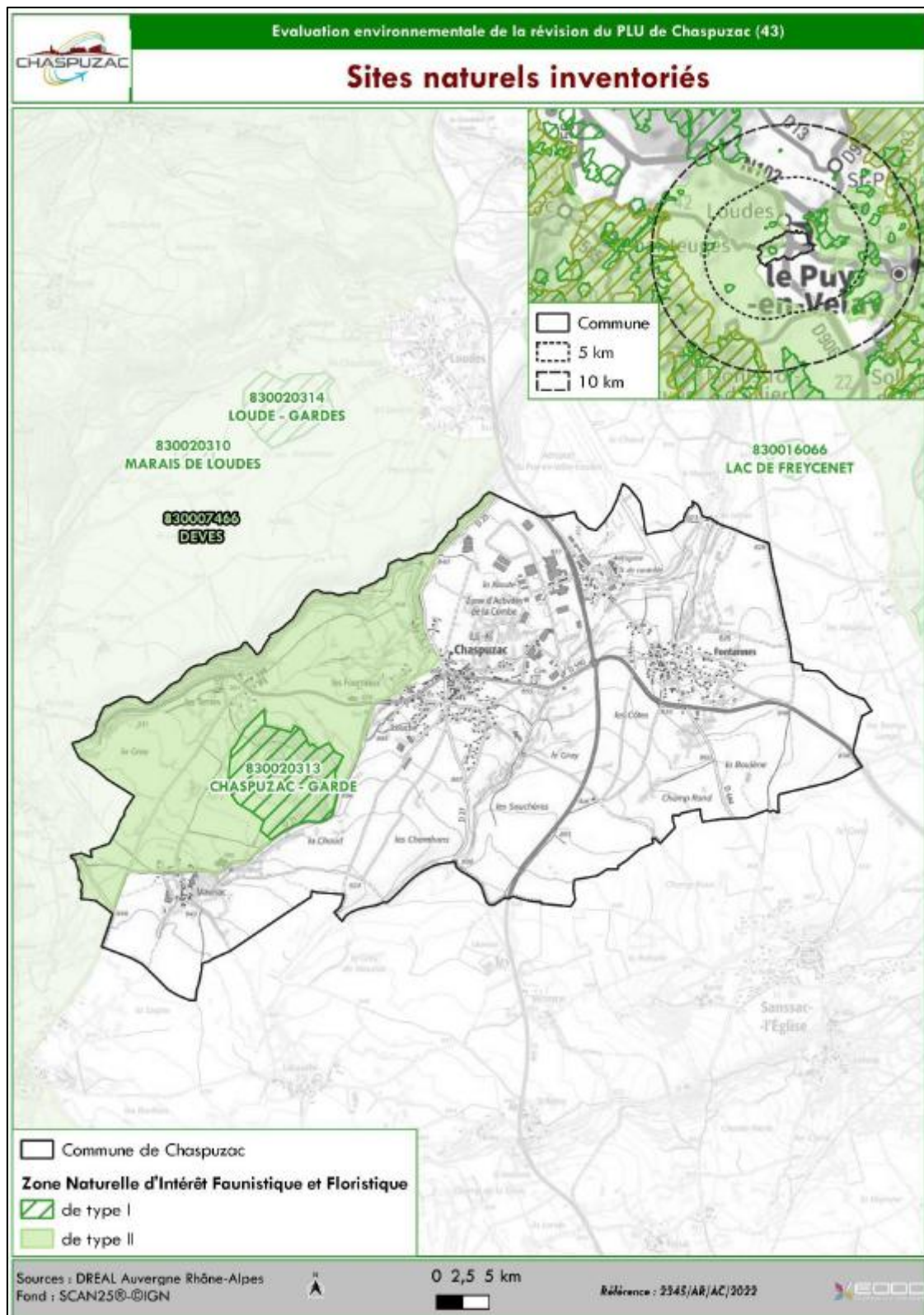
LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

La commune est concernée par 1 ZNIEFF de type 1 et 1 ZNIEFF de type 2.

Une ZNIEFF de type I est présente sur le territoire de Chaspuzac. Il s'agit de la ZNIEFF n°830020313 de Chaspuzac – La Garde. Cette dernière présente une surface de 41,5 ha dont l'intégralité est incluse dans le territoire communal.

Caractéristiques : ZNIEFF avec des moissons, des cultures intensives, des pâtures, des pinèdes, des plantations de résineux, des pelouses entourant une carrière. Présence d'une espèce déterminante (*Ventenata dubia*). Une zone de décombres à l'entrée de la carrière qui commence à être colonisée par un *Epilobium* non indigène (*E. brachycarpum*).

La commune de Chaspuzac est également concernée par une ZNIEFF de type 2 : ZNIEFF n°830007466 – Devès, d'une superficie de 43 200 ha et recouvrant 34 communes dont la partie nord-ouest de Chaspuzac.



Extrait évaluation environnementale PLU – EODD

Dans le cadre de la révision du PLU, l'intégralité de la ZNIEFF de type I a été classée en zonage N. Les haies et boisements à enjeux ont fait l'objet d'une protection supplémentaire à l'aide d'une prescription.

La procédure de modification simplifiée du PLU n°1 n'aura pas d'incidence indirecte significative sur l'état de conservation des ZNIEFF les plus proches.

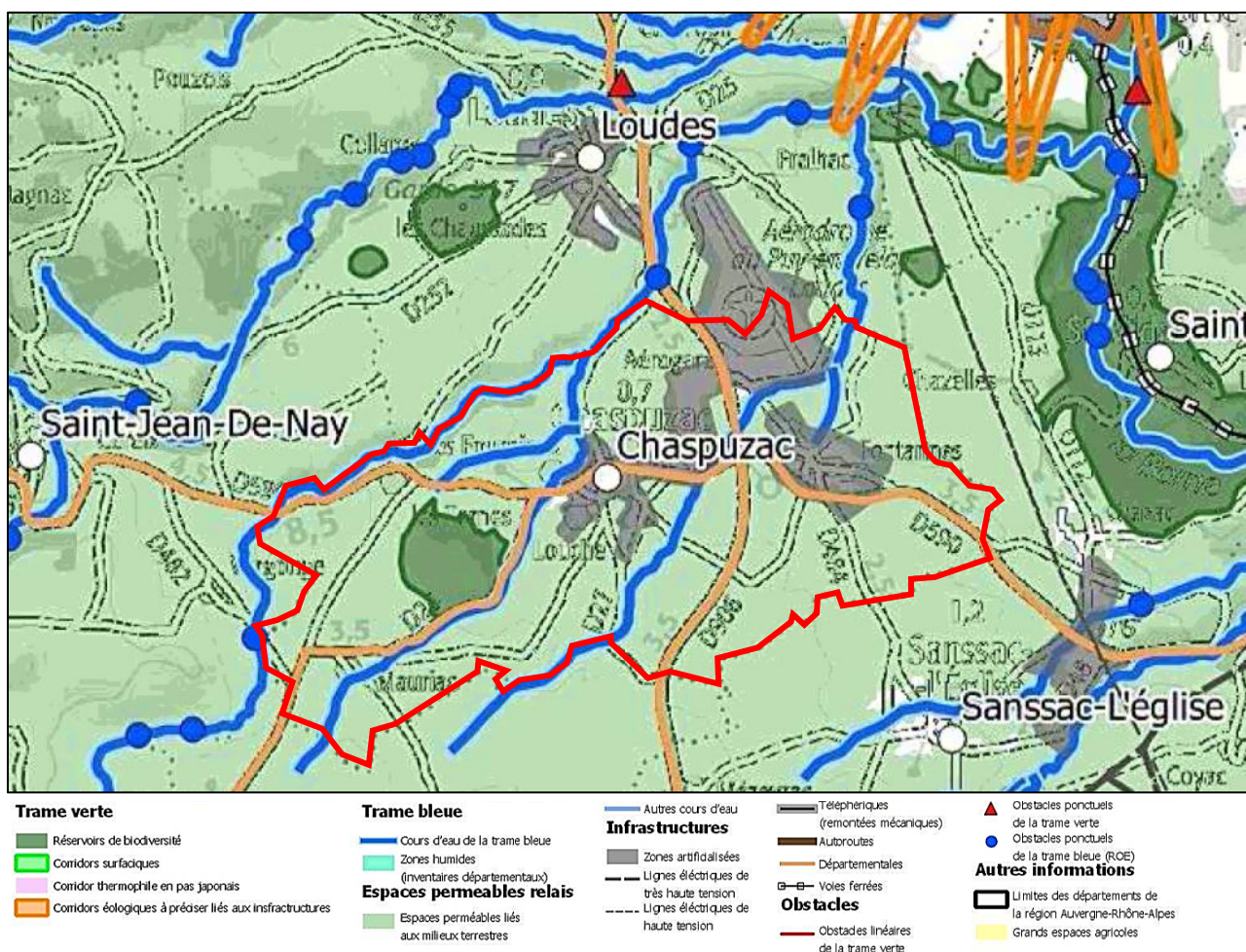
LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) ET SA TRAME VERTE ET BLEUE

Le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux. Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Chaspuzac, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation
- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Préserver les corridors écologiques
- Préserver la trame bleue
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité
- Préserver la biodiversité ordinaire

Sur la commune de Chaspuzac, sont identifiés :

- un réservoir de biodiversité correspondant à la ZNIEFF de type I ;
- plusieurs zones artificialisées au niveau des tâches urbaines existantes (centre bourg, Fontannes, ZA de la Combe, aérodrome) ;
- plusieurs cours d'eau participant à la trame bleue du territoire ;
- des espaces perméables relais, lié au milieu terrestre sur le reste du territoire.

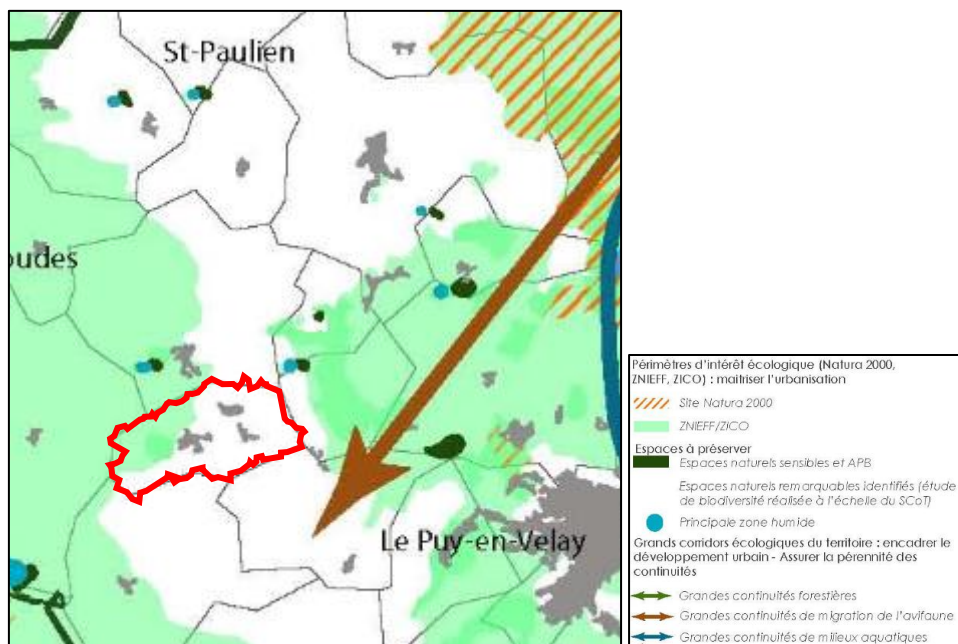


Source : SRADDET – annexe biodiversité – atlas

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU porte sur des évolutions du règlement de la zone Us, zone inscrite au sein des « zones artificialisées ». Elle n'entraînera pas d'incidence notable sur la trame verte et bleue du SRADDET.

LE SCOT DU VELAY

Dans le SCOT du Pays du Velay, la PADD matérialise des objectifs de construction de la trame verte et bleue telle qu'elle est identifiée sur le territoire. Les ZNIEFF de type 1 et 2 sont identifiées comme des périmètres d'intérêt écologique.



La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU porte sur des évolutions du règlement de la zone Us, zone inscrite au sein des « zones artificialisées ».

Elle n'affecte aucun site à enjeux du territoire, les secteurs à enjeux environnementaux restant donc intégralement préservés.

Elle n'entraînera pas d'incidence notable sur la prise en compte des espaces naturels et de la biodiversité du SCOT du Velay.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR L’AIR, L’ENERGIE ET LE CLIMAT

Chaspuzac n’est pas compris dans un territoire concerné par « une feuille de route de la qualité de l’air ».

Dans le cadre d’un document d’urbanisme, les principaux polluants atmosphériques traités sont les oxydes d’azote (NOX), les particules fines en suspension (PM10 et PM2.5), l’ozone (O3), les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) et l’ammoniac (NH3) ainsi que le dioxyde de soufre (SO2).

Grâce à des mesures de l’air à de nombreuses stations intégrées à différentes variables (émission de polluants, topographie, météorologie, chimie atmosphérique...), des modélisations déterministes (pas probabilistes) permettent d’estimer les différentes valeurs de pollution de l’air dans un territoire dépourvu de station de mesures (par exemple, données annuelles par commune). Ces analyses sont réalisées par Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

A l’échelle de la commune et plus largement de la Communauté d’Agglomération, les valeurs cible pour la protection de la santé ne sont pas dépassées concernant les moyennes annuelles de ces différents polluants.

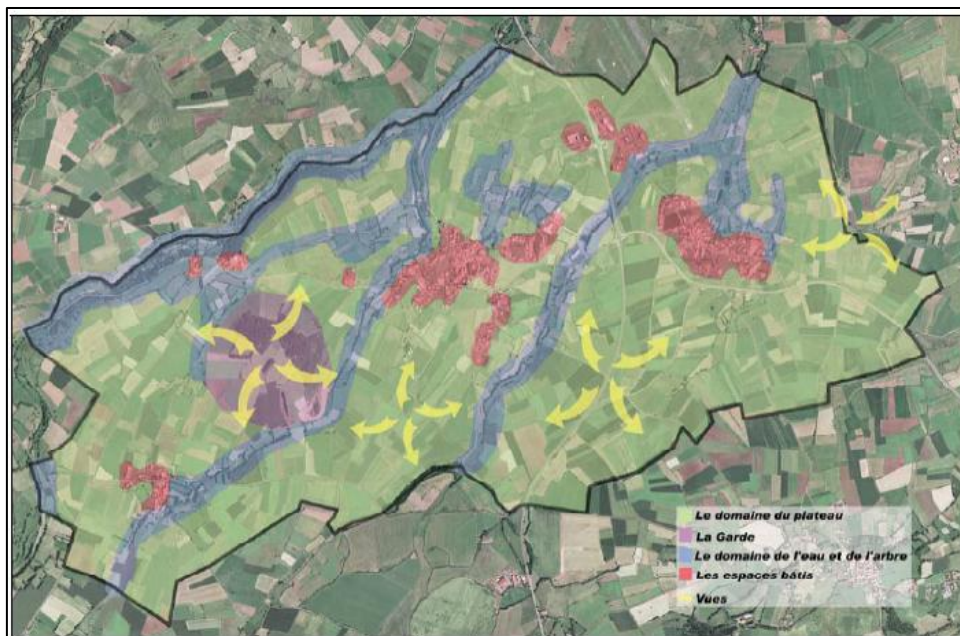
La procédure de modification simplifiée n°1 consiste à faire évoluer certains points du règlement de la zone Us. Cette procédure d’évolution du PLU ne génère pas d’incidence notable sur la qualité de l’air, l’énergie et le climat.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

La commune de Chaspuzac se situe dans l’unité paysagère du plateau du Devès, appuyé à l’ouest contre l’échine boisée du Devès, et s’ouvrant à l’est sur la vallée de la Borne et plus loin sur le bassin du Puy.

Le territoire communal met en évidence 4 unités paysagères : le domaine du plateau ; la Garde ; le domaine de l’eau et de l’arbre ; les espaces bâtis.

La zone Us concernée par la présente procédure est définie au droit de l’espace d’activité organisé aux abords de l’aérodrome de Loudes.



Les unités paysagères (source : PLU 2006)

Avec 83,6 % du territoire communal classé en zones agricoles et naturelles, le PLU de Chaspuzac affiche la volonté de préserver son cadre rural et son paysage. La volonté est également de préserver le patrimoine bâti puisque le plan de zonage identifie des éléments patrimoniaux présentant un intérêt particulier afin de les protéger et d’apporter des prescriptions concernant leur restauration.

Le règlement de la zone Us est modifié concernant le recul des constructions, sur le secteur urbanisé de l'aérodrome.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU n'a ainsi pas d'incidence sur le paysage et le patrimoine bâti.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET LES NUISANCES

La commune de Chaspuzac est concernée par un certain nombre de nuisances et de risques. Ils ont été pris en considération lors de la révision du PLU en 2024.

LE RISQUE SISMIQUE

La commune est située en zone de sismicité faible comme l'ensemble du département de Haute-Loire.

LE RISQUE D'EXPOSITION AU RADON

Le risque de radon est identifié comme fort (catégorie 3) sur l'ensemble du territoire de Chaspuzac.

LES ANCIENS SITES POLLUES

Les services de la DDT43 identifient 3 anciens sites pollués liés à des activités terminées :

- AUV4300181, Ancienne Carrière communale de pouzzolane
- AUV4300180, Ancienne Carrière de brèche
- AUV4300182, Atelier de Réparations de Machines Agricoles

LES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La commune de Chaspuzac est concernée par la présence de 3 ICPE :

- MULTISAC, unité de fabrication de sacs en papier, cellophane et plastique), installé dans la zone d'activités de la Combe : soumis à autorisation.
- ISDI SARL Pal Yves « Mauriac » : installation de stockage de déchets inertes : soumis à enregistrement.
- SABAROT WASSNER, installé dans la zone d'activités de la Combe : entrepôt de stockage de produits finis : soumis à enregistrement.

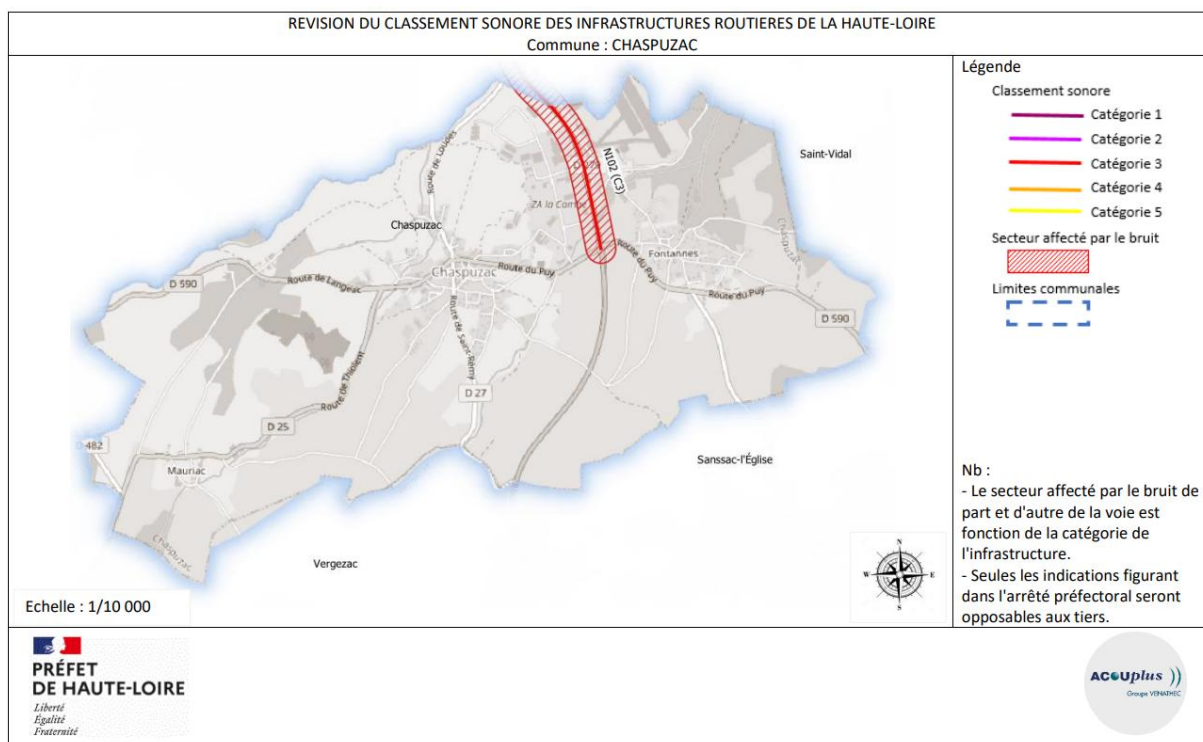
2 installations relevant du régime de la Déclaration sont également présentes sur le territoire communal. Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols.

- MULTISAC, fabricant d'emballages en matières plastiques, dans la zone d'activités de la Combe
- CGP MULTISAC (autre imprimerie).

LES NUISANCES SONORES

Les principales sources de nuisances sonores sont liées à la circulation automobile des routes départementales, mais aussi au trafic aérien de l'aérodrome de Loudes. Sa présence induit des servitudes (cône radioélectrique) qui sont toutefois peu contraignantes pour la commune.

En matière de lutte contre le bruit, conformément à la loi, un classement des voies a été défini par arrêté préfectoral (18/02/2023). La commune est concernée par un axe de catégorie 3 (RN102).



L'évolution du règlement concernant les règles relatives à l'implantation des constructions ne constitue pas une aggravation de l'exposition des personnes et des biens aux risques et aux nuisances.

Lors de l'élaboration du PLU, les zones constructibles avaient déjà été définies en tenant compte de la présence éventuelle de risques ou de nuisances. La délimitation de ces zones n'est pas impactée par la présente procédure.

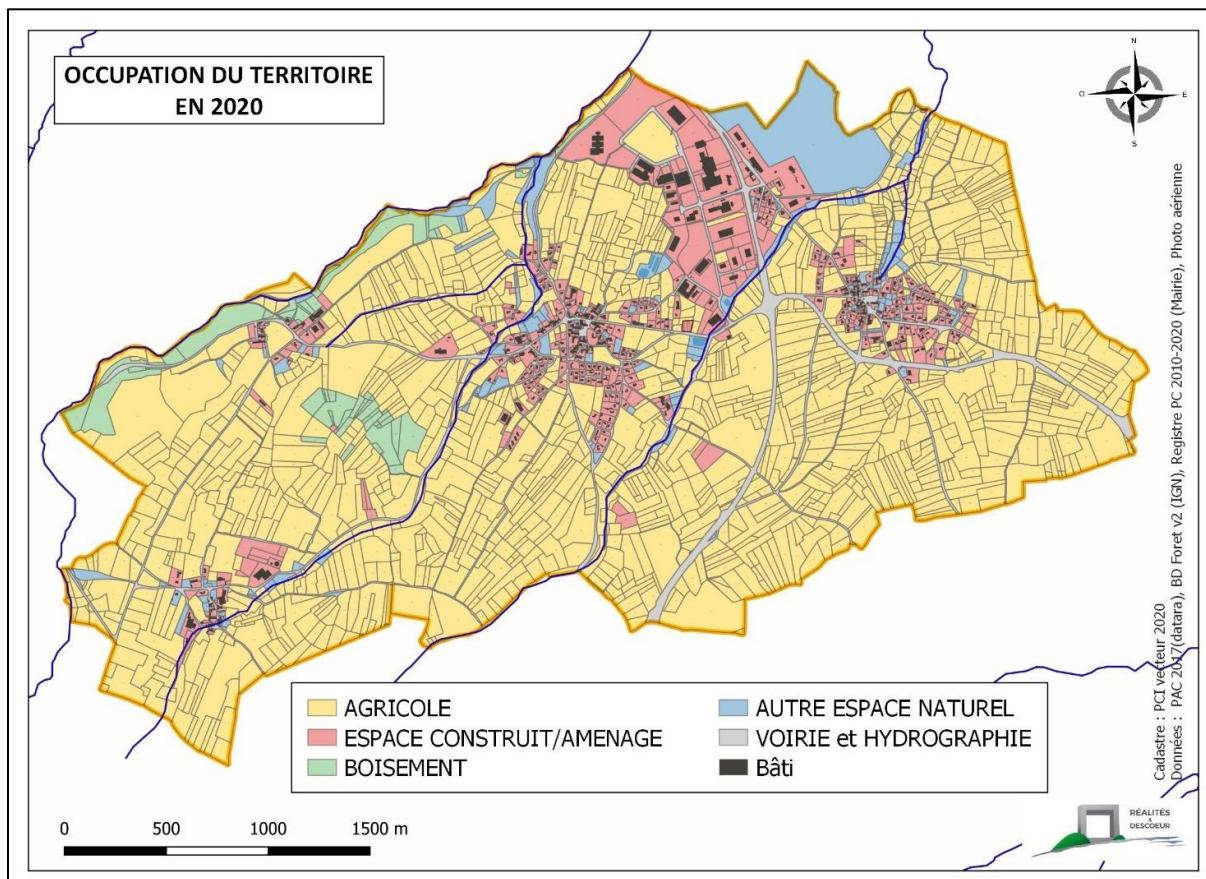
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Les terres travaillées par l'agriculture occupent 748 hectares soit 74 % du territoire. Il s'agit de l'occupation du sol la plus importante sur la commune.

Les espaces naturels et les boisements occupent 83 ha, soit 8% du territoire. Les boisements ne sont pas fréquents et se concentrent plus particulièrement sur les pentes encadrant la vallée du Say au nord de la commune, et les pentes du Puy de la Garde. Les autres espaces naturels couvrent des secteurs intermédiaires entre boisement et agriculture, des fonds de jardins...

Le zonage du PLU compte 83,6% de zones naturelle ou agricole, il protège ces espaces. La modification simplifiée n°1 du PLU ne modifie pas les différentes zones du PLU.

La présente procédure n'engendre aucune consommation d'espace naturel ou agricole puisqu'elle concerne uniquement des ajustements du règlement de la zone Us.



Extrait rapport présentation PLU

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES EQUIPEMENTS

EAU POTABLE

La gestion de l'eau potable relève de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) de la CAPEV (conventions). La commune de Chaspuzac compte 451 abonnés en 2021 dont plusieurs industries situées sur la ZAE de Combes. La commune est totalement indépendante concernant sa production d'eau potable, d'un point de vue foncier (localisation de la ressource sur le territoire communal) et exploitation (aucun achat avec les communes voisines).

Les analyses microbiologiques et biochimiques confirment que l'eau est de bonne qualité ainsi que conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU concerne uniquement des ajustements du règlement de la zone Us. Elle n'a aucune incidence sur les besoins en eau potable.

GESTION DES EAUX PLUVIALES

Pour l'ensemble des zones du PLU (dispositions générales), le règlement définit des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales.

La procédure de modification simplifiée du PLU ajuste le règlement de la zone Us, mais n'intervient pas sur la partie concernant la gestion des eaux pluviales.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU n'engendre pas d'incidence notable sur la gestion des eaux pluviales, elle ne dégrade pas leur prise en compte et leur gestion.

ASSAINISSEMENT

La commune de Chaspuzac dispose de 5 secteurs desservis par l'assainissement collectif.

Le secteur de l'aérodrome est desservi par la station de Fontannes (lagunage naturel). Elle délivre un rejet de qualité satisfaisante.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU concernant des ajustements du règlement de la zone Us qui n'interviennent pas sur la desserte en assainissement. Cette procédure n'a aucune incidence sur la gestion des eaux usées à Chaspuzac.

DECHETS

La CAPEV a la compétence du traitement des déchets, ainsi que de la collecte.

La collecte des déchets ménagers se fait une fois par semaine. Celle du tri collectif se fait tous les 15 jours.

La commune dispose d'équipements : des bacs de regroupement (bacs OM et jaunes), 4 colonnes à verre, 1 colonne pour le textile.

Les déchets sont acheminés à Polignac, au centre de tri ALTRIOM.

La déchetterie intercommunale la plus proche se situe à Sanssac (à 2 km).

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU procédure ne concerne pas un projet d'établissement de traitement de déchets et n'augmente pas les capacités d'accueil en logements et activités économiques prévu par le PLU.

Elle ne modifie pas les modalités de gestion des déchets prévues par le règlement du PLU. Elle n'engendre pas d'incidence notable sur la gestion des déchets.

L'ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Chaspuzac porte sur des ajustements concernant la zone Us. A ce titre, le règlement de la zone Us est modifié.

En effet, les objectifs sont de modifier les règles relatives à l'implantation des constructions. Ces modifications n'interviennent ni sur le zonage ni sur la prise en compte des enjeux environnementaux par le PLU.

Cette pré-évaluation montre que les modifications apportées au PLU de Chaspuzac n'engendrent pas d'incidence notable sur l'environnement ni sur la prise en compte des enjeux associés par le PLU.

Ainsi, la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU peut se réaliser sans être soumise à évaluation environnementale.

CONCLUSION

Cette procédure de modification simplifiée n°1 du PLU engendre une petite adaptation du document précédent, en matière de règlement.

Cette adaptation reste une modification mineure qui ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD ni du PLU et ne comporte pas de risques graves ou de nuisances.

La trame verte et bleue ainsi que la prise en compte des enjeux environnementaux, telles qu'elles ont été traduites dans le PLU, soumis à évaluation environnementale, approuvé en 2024 ne sont pas remises en question par la modification simplifiée n°1.

Aucune protection concernant les éléments de patrimoine, ou naturels ou paysagers n'a été modifiée ou supprimée.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU n'induit pas de nouvelle ouverture à l'urbanisation ni de consommation d'espace naturel ou agricole.

Le règlement modifié sera intégré au PLU.

ANNEXE

ARRETE DU MAIRE DE LANCEMENT DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU